

LUTTER POUR DES VENTS DE CHANGEMENT



Photo: Cody Broderick



Photo: Cody Broderick

Droits des travailleurs et droits des étudiants

PAGE 4 >



Photo: Courtoisie

À l'intersection de PANDC et LGBTQ

PAGE 5 >



Photo: Courtoisie

Le retour du Clavardage provincial

PAGE 11 >

Appel d'intérêt pour
le poste de direction
générale du **Gaboteur**

Le journal *Le Gaboteur* est à la recherche d'une nouvelle direction générale en vue de la transition de son directeur général actuel vers un nouveau poste au sein du journal.

Le Gaboteur est le seul média écrit en français de la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Il est publié en versions papier et numérique, 20 fois par année, entre septembre et juin. Ses bureaux sont situés à St. John's.

Plus d'informations en page 4 >

Le **GABOTEUR**

Contactez dès maintenant (au plus tard le 20 mars 2023) Cyr Couturier, président du conseil d'administration du Gaboteur Inc, à l'adresse presidence@gaboteur.ca.

BRÈVES

CODY BRODERICK

LANCEMENT DU 50^E ANNIVERSAIRE DE LA FFTNL À ST. JOHN'S

Si une tempête de neige a obligé à reporter le lancement du 50^e anniversaire de la FFTNL à St. John's fin janvier, l'organisme a fait sa deuxième tentative le 4 février - et ce, avec succès malgré les températures extrêmement froides.

Pendant la journée, l'artiste Kim Grady de Corner Brook a animé un atelier d'art au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents (CGV), après lequel les membres participants ont présenté leurs œuvres lors de la soirée vins et fromages organisée dans le théâtre du centre.

Au menu: de la convivialité autour de toutes sortes de charcuteries, de fromages et de boissons. Les ventes pleines, la soirée s'est terminée par un petit concert présenté par Colleen Power.



Organisée de concert avec l'Association communautaire francophone de Saint-Jean, la fête de lancement dans la capitale est l'une des nombreuses activités qui seront organisées partout dans la province cette année pour marquer l'anniversaire. Des fêtes de lancement ont également eu lieu au Labrador et sur la côte ouest de l'île à la fin du mois de janvier. Photo: Cody Broderick

OUVERTURE DES DEMANDES DE BOURSES POUR ÉTUDIER EN FRANÇAIS

Les jeunes étudiants dont la première langue officielle est l'anglais qui aimeraient poursuivre leurs études postsecondaires en français ont la chance de recevoir une bourse de 3000\$ pour poursuivre leurs études postsecondaires en français. Le programme des bourses d'études postsecondaires en français langue seconde est une initiative de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC).

Cette année, 23 collèges et universités francophones d'un peu partout au Canada collaborent avec l'ACUFC. Avec des dates limites variables selon chaque établissement postsecondaire participant, les étudiants doivent soumettre leurs candidatures aux établissements où ils souhaitent étudier.



L'Université Sainte-Anne, à Pointe-de-l'Église en Nouvelle-Écosse est une des universités francophones participantes dans le programme des bourses d'études postsecondaires en français langue seconde. Photo: Wikimedia Commons

Voici les critères d'admissibilité selon le site web du ACUFC:

- Être citoyen canadien ou résident permanent du Canada;
- Avoir l'anglais comme première langue officielle parlée;
- Étudier à temps plein dans un établissement canadien pendant l'année en cours;
- Avoir fait ses études secondaires dans un établissement anglophone et en être diplômé;
- Être inscrit en première année à un programme d'études postsecondaires en français;
- Être âgé d'au moins 17 ans au premier jour de cours postsecondaire;
- Démontrer une connaissance suffisante du français pour étudier dans cette langue;
- Avoir l'intention de suivre un programme collégial ou universitaire de premier cycle à temps plein au Canada et de suivre au moins 50% des cours et activités connexes en français (stages, activités de formation dans la communauté).

Pour plus de renseignements, rendez-vous ici: www.acufc.ca/boursesFLS.

LES ORIGINES D'ALPHONSE LE LYNX DÉMYSTIFIÉES

Le 1^{er} février, l'Association régionale de la Côte Ouest (ARCO) a publié sur ses réseaux sociaux une interview avec Joseph Benoit et Waylon Lainey réalisé par Tyson Jesso sur les origines de la célèbre mascotte de l'École Sainte-Anne, Alphonse le lynx.

Ancien directeur de l'école de 1990 à 2010, Joseph Benoit en est à sa «deuxième retraite», confie-t-il dans la vidéo.

Lorsqu'il était directeur, l'école commençait à développer des équipes sportives et des compétitions avec d'autres écoles. «On savait à l'époque qu'on avait besoin d'un genre de mascotte», explique-t-il dans la vidéo. La solution: laisser les élèves décider par le biais d'un concours!

Le lynx est le fruit de l'imagination de Waylon Lainey, qui représente la première génération d'élèves à fréquenter l'École Sainte-Anne. Après avoir dessiné Alphonse, son lynx a fait partie des dizaines de soumissions et a remporté le vote haut la main, à «au moins 80%», se souvient l'artiste.

Avec une telle victoire, les deux hommes discutent de la façon dont le design a changé un peu par rapport à l'original: «Ce n'est pas identique parce que le lynx que j'ai dessiné était un peu trop féroce, hein?» demande Waylon Lainey à son ancien directeur.

Si Waylon a conçu la mascotte, ce n'est qu'en 2014, plus d'une décennie après l'obtention de son diplôme, que le nom a été choisi par un vote d'élèves.

Aujourd'hui la fille de Waylon Lainey, Georgia, est inscrite à l'École Sainte-Anne. «La deuxième génération», précise l'ancien directeur d'école. De l'origine du design au nom du lynx, le symbole de l'école a bien évolué au fil du temps. Au début du mois, l'école a enfin dévoilé le costume de la mascotte d'Alphonse afin de réitérer l'identité de l'école pour la génération actuelle, comprenant des élèves comme Georgia.

Vous pouvez visionner l'interview complète sur la page Facebook de Port au Port Info.



De gauche à droite, Waylon Lainey, Tyson Jesso et Joseph Benoit. Photo: Capture d'écran

EN COUVERTURE

LES TOWNIES ET LES BAYMEN RÉCLAMENT JUSTICE

Les professeurs en grève de l'Université Memorial sont l'un des nombreux groupes de la province qui luttent récemment pour le changement. Dans cette édition de votre journal de langue française, publiée le même jour que la Journée mondiale de la justice sociale, vous trouverez d'autres exemples de personnes de la province en quête de justice. Dans ces pages, en plus d'une réflexion sur les mouvements syndicaux et étudiants à l'université, vous découvrirez un appel une discussion sur l'intersection des identités noires et queer, est présentée, ainsi qu'un texte sur les manifestants de la péninsule de Port-au-Port qui tentent de préserver leurs terres et leurs eaux face aux éoliennes de World Energy GH2. (CB)



«Il est temps pour un accord équitable», peut-on lire sur l'une des nombreuses pancartes brandies lors du rassemblement du 10 février devant le bâtiment des Arts et de l'Administration du campus universitaire de St John's. Photo: Cody Broderick



C-13: DEUX NOUVEAUX AMENDEMENTS POUR LES FRANCOPHONES

Le poids démographique des francophones en situation minoritaire devra être rétabli à 6,6% dans la nouvelle Loi sur les langues officielles, soit le niveau de 1971. Les membres du Comité parlementaire des langues officielles ont aussi adopté un amendement garantissant un accès à la justice dans l'une des deux langues officielles, sans préjudice. Contrairement au ton des échanges des jours précédents, les libéraux se sont montrés unis après les divisions récentes.

Les membres du Comité des langues officielles ont adopté deux amendements pour la francophonie minoritaire, mercredi 8 février. Photo: Jason Hafso (Unsplash)

La députée franco-ontarienne Arielle Kayabaga a déposé le premier amendement au nom de son parti, mais c'est la néodémocrate Niki Ashton qui a fait inscrire le taux de rétablissement du poids démographique à 6,6%. «Nous avons pris cette donnée dans le livre blanc [déposé en 2021]», a fait valoir la députée du Manitoba.

Libellé de l'amendement de l'article 7 de la future Loi sur les langues officielles:

«Le rétablissement s'entend relativement au poids démographique des minorités francophones, du retour du poids démographique de l'ensemble des membres de celles-ci, dont la première langue officielle parlée est le français au niveau auquel il était lors du recensement de la population du Canada fait en 1971 par Statistique Canada.»

Autre amendement de taille pour les francophones: l'ajout à la Loi d'une interprétation des droits linguistiques qui devra prendre en compte le fait que «le français est en situation minoritaire au

Canada et en Amérique du Nord en raison de l'usage prédominant de l'anglais et que la minorité anglophone du Québec et les minorités francophones des autres provinces et des territoires ont des besoins différents».

Proposé par le Bloc québécois, cet ajout a été adopté à la majorité. Seule la députée anglo-québécoise Patricia Lattanzio s'est abstenue.

Un accès à la justice dans l'une des deux langues officielles

Le Bloc québécois a aussi fait adopter à l'unanimité l'absence de préjudice si une personne recourt à l'une des deux langues officielles devant un tribunal fédéral.

«Cela laisse un certain pouvoir discrétionnaire aux juges et à la cour de mettre en œuvre ce principe. [...] Les tribunaux vont prendre la balle au bond, en faisant en sorte que les droits linguistiques soient déjà conférés par la partie III de la Loi sur les langues officielles et soient respectés», a appuyé Warren J. Newman, avocat et fonctionnaire au ministère de la Justice.

Un parti libéral «uni» après les dissensions

L'autre élément à retenir cette semaine, c'est le changement de cap des libéraux, déterminés à se montrer unis, après les divisions observées ces derniers jours.

Mardi sur Twitter, le député libéral Francis Drouin avait fustigé les propos «honteux» tenus par des députés Anglo-Québécois de son parti qui craignaient une distillation des droits des anglophones du Québec si la Charte de la langue française était insérée dans la future loi. Mardi, l'élus franco-ontarien a finalement lissé son discours: «Nous en famille, on s'obstine, on n'est pas toujours d'accord, mais c'est normal. Le premier ministre a donné la chance à certains députés de présenter leurs opinions, mais ça ne s'est pas passé. C-13 doit passer maintenant. On est unis derrière ce projet de loi.»

Questionné sur d'éventuelles conséquences pour les députés dissidents mercredi, avant la réunion de son caucus, Justin Trudeau a donné le ton: «Nos députés sont ancrés dans des principes de défense de liberté, de défense des droits

linguistiques et ils sont en train de représenter leurs communautés. On a mis de l'avant une proposition avec C-13 qui protège les minorités linguistiques à travers le pays, avec une emphase particulièrement sur la protection du français, et on sait que c'est le bon équilibre. On va continuer à avancer avec ce projet.»

Un discours que tenait déjà la députée franco-ontarienne Arielle Kayabaga la veille. Elle a notamment défendu le droit des parlementaires de se battre pour «des enjeux très différents». «On est tous là pour faire sûr que nos communautés ne sont pas laissées en arrière. Je respecte tous mes collègues et la façon dont ils défendent leurs communautés. Moi, mon intérêt est qu'on passe rapidement cette loi.»

Le mot d'ordre a clairement parcouru les rangs des libéraux, car les réactions ont été similaires du côté de Franco-Ontarien Marc G. Serré, secrétaire parlementaire de la ministre des Langues officielles et de Mark Holland, leader du gouvernement à la Chambre des communes. «Nous sommes un parti uni», a commenté Pablo Rodriguez, ministre de Patrimoine canadien.

C-13 «GLISSE ENTRE LES MAINS DES LIBÉRAUX»

La ministre des Langues officielles a assuré tant bien que mal que ses collègues libéraux anglo-québécois du Comité permanent des langues officielles étaient «autonomes», malgré leurs propos qui désavouent son projet de loi en comité parlementaire. Le Franco-Ontarien Francis Drouin, membre libéral du Comité, a de son côté dénoncé leur «show de boucane honteux». INÈS LOMBARDO | FRANCO PRESSE

Lundi soir, puis à nouveau mardi matin, à la sortie de la réunion du Cabinet, Ginette Petitpas Taylor a répété, sans conviction, que ses collègues anglo-québécois ont pu partager leurs opinions sur le projet de modernisation de la Loi sur les langues officielles. «On ne dit pas quoi dire aux députés. On encourage les débats en comité. On veut avoir la meilleure version du projet de loi», a déclaré la ministre.

Vendredi, ses collègues Anthony Housefather et Emmanuella Lambropoulos avaient partagé leurs craintes sur la distillation des droits des Anglo-Québécois si la Charte de la langue française était insérée dans la future loi.

Emmanuella Lambropoulos, députée de Saint-Laurent au Québec, qui avait déjà tenu des propos polarisants sur le déclin du français au Québec, a affirmé devant le Comité vendredi que l'adoption de la loi 96 avait eu des conséquences négatives au Québec.

À titre d'exemple, la députée a raconté qu'une dame âgée anglophone de sa circonscription n'a pu obtenir des services de santé dans sa langue parce que son médecin craint de recevoir une plainte pour avoir utilisé une autre langue que le français.

La Charte de la langue française du Québec n'interdit pas l'offre de soins dans une autre langue que le français.

Pour Linda Cardinal, professeure à l'Université de l'Ontario français (UOF), la réaction des députés Housefather et Lambropoulos est «démessurée, car il n'y a aucune perte de droits, seulement la reconnaissance des droits des francophones. [Leur soutien] aurait ramené vers l'égalité réelle. Pour atteindre cette égalité, il aurait fallu qu'ils donnent un coup de pouce à ceux qui en ont besoin [les francophones en situation minoritaire, NDLR]. L'idéologie fait vraiment feu de tout bois.»

Un «show de boucane», selon le député franco-ontarien Francis Drouin

C'est la sortie du député franco-ontarien Francis Drouin sur Twitter qui a suscité des réactions, mardi matin. «Le show de boucane mené par certains de mes collègues est honteux», a-t-il écrit en faisant référence aux députés Housefather et Lambropoulos.

Mais ce seul appui à la ministre Petitpas Taylor n'a pas fait sortir cette dernière de son discours: «Parfois il y a des débats musclés. Moi, mon objectif en tant que ministre, c'est d'assurer que l'on va passer le projet de loi C-13.»

OPINION

JACOB DAVID POULIN-LITVAK

L'UNIVERSITÉ EN CRISE: HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ

La grève des professeurs à l'Université Memorial (MUNL) est un symptôme d'une crise plus profonde du système universitaire de la province. Si un accord de principe a été conclu juste avant la mise sous presse de cette édition du *Gaboteur*, organiser un mouvement pour contrer la hausse des frais de scolarité comme remède possible semble être un véritable défi pour la population universitaire.

Deux facteurs sont structurants de cette crise selon moi: les coupures sévères dans le financement de la seule université de la province et une administration universitaire qui est essentiellement choisie par le gouvernement.

L'université Memorial n'est pas une institution indépendante. Tant ses finances que son administration dépendent directement du gouvernement provincial.

Quant aux principaux effets de la crise jusqu'ici, il y a tout d'abord la hausse prononcée des frais de scolarité; ils ont plus que doublé. Ensuite, il y a le blocage dans les négociations avec les professeurs et la grève qui s'est ensuivie.

Rappelons que l'un des principaux sujets litigieux relatifs à la grève qui reste à régler concerne la gouvernance universitaire. Les professeurs veulent un engagement ferme à une «gouvernance collé-

giale». Ils exigent aussi plus de sécurité de travail pour les instructeurs contractuels.

Le fait que la présidente de l'université – qui gagne elle-même un salaire de 450 000\$ et qui est fortement contestée à l'interne de l'université – ne se soit pas encore prononcée publiquement en personne sur la grève avant la mise sous presse de cette édition (elle a pourtant téléchargé une vidéo sur Youtube...) est par ailleurs symptomatique d'une administration déconnectée de la population universitaire.

Un vrai problème: la hausse prononcée des frais de scolarité

Ceci dit, la hausse des frais de scolarité reste un sujet aussi problématique à court et long terme.

La chute radicale des inscriptions des résidents de Terre-Neuve-et-Labrador pour

l'année 2022-23, d'environ 20%, illustre bien que MUNL s'éloigne de son rôle d'être au service de la population de la province.

Le président du syndicat des professeurs en grève (MUNFA), Ash Hossain, est par ailleurs consterné de ce fait. Le professeur de finances opine que la hausse prononcée des frais de scolarité aura des conséquences néfastes sur le développement économique de la province. Une population moins éduquée est naturellement moins productive économiquement.

La hausse nuirait aussi possiblement à la rétention des étudiants étrangers qui sont une source non-négligeable d'immigration, donc de travailleurs éduqués. D'un point de vue sociologique, hausser les frais de scolarité rigidifie les classes sociales, en empêchant les moins nantis d'accéder au savoir et en favorisant les plus nantis, qui ne sont pas toujours les plus aptes. Les

effets sont délétères sur l'économie, mais aussi, plus largement, sur la société.

Si l'on admet que la hausse est en fait plus grave que les doléances des professeurs, si légitimes qu'elles soient, on peut se poser la question à savoir pourquoi le gouvernement a réussi à faire passer la hausse aux étudiants, alors que les professeurs eux ont déjà réussi à obtenir quelques concessions sur leurs doléances avec la grève.

Selon les leaders du syndicat étudiant de l'université (MUNSU), Isabel Ojeda et John Harris, un des principaux facteurs qui explique la démobilitation des étudiants est la surcharge qui pèse sur eux. Un bon nombre d'étudiants doivent travailler de longues heures pour payer leurs études. Il leur reste donc peu de temps pour s'impliquer. Ils sont aussi moins facilement mobilisables.

Il y a cependant un autre facteur plus subtil qui entre en ligne de compte. Il faut tout d'abord expliquer que, selon les leaders étudiants, l'administration universitaire va main dans la main avec le gouvernement. Il est en fait possible que ce soit l'administration universitaire elle-même qui ait suggéré la hausse des frais de scolarité au gouvernement. Ceci dit, l'administration universitaire et le gouvernement ont adroitement réussi à diviser les étudiants pour faire passer la pilule de la hausse.

Comment? Il y a ici trois principales catégories d'étudiants: les étudiants d'ici inscrits au moment de la hausse, les étudiants étrangers inscrits au moment de la hausse et la nouvelle cohorte d'étudiants, locaux ou étrangers, de cette année. L'élément-clé de la stratégie gouvernement-administration concernant la hausse a été de n'appliquer les frais augmentés qu'aux seuls étudiants de la nouvelle cohorte. Les étudiants déjà inscrits à l'année 2021-2022 n'ont eux pas subi la hausse. Ainsi, les étudiants des cohortes précédentes, les plus à même de mobiliser le mouvement étudiant, n'ont pas d'intérêt personnel à lutter contre la hausse qui ne les affecte pas – il ne reste alors que l'intérêt collectif. La nouvelle cohorte a quant à elle un grand intérêt personnel à lutter contre la hausse, mais elle est inexpérimentée et non-initiée à la politique universitaire... En bref, le mouvement étudiant a été divisé – du pur machiavélisme – sur cette ligne.

Appel d'intérêt pour le poste de direction générale du *Gaboteur*



Le journal *Le Gaboteur* est à la recherche d'une nouvelle direction générale en vue de la transition de son directeur général actuel vers un nouveau poste au sein du journal.

Le Gaboteur est le seul média écrit en français de la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Il est publié en versions papier et numérique, 20 fois par année, entre septembre et juin. Il a des antennes sur le WEB (gaboteur.ca) et sur les médias sociaux Facebook, Twitter et Instagram. Ses bureaux sont situés à St. John's.

PLAN D'ACTION

Le Gaboteur est publié sous la gouverne de l'organisme à but non lucratif indépendant Le Gaboteur Inc. Son plan d'action comporte les objectifs suivants :

- poursuivre l'amélioration des contenus du journal;
- augmenter son rayonnement et sa distribution;
- diversifier et augmenter ses revenus autonomes, et;
- poursuivre l'amélioration de sa présence numérique

ACQUIS ET DÉFIS

Le Gaboteur Inc. est un organisme en bonne santé financière, travaillant de concert avec de nombreux partenaires. Au cours des dernières années, *Le Gaboteur* (le journal) a été honoré de nombreux prix et nominations décernés par Réseau.Presse.

La prochaine direction générale aura tout de même à relever des défis qui mettront à l'épreuve sa créativité, sa polyvalence ainsi que sa capacité de composer avec l'incertitude. L'expérience d'un poste similaire et la connaissance de l'univers des médias seront donc essentiels.

ENTRÉE EN FONCTION

L'entrée en fonction est prévue à partir du 1^{er} avril 2023 avec idéalement une période de transfert graduel, à l'issue de laquelle la nouvelle direction sera entièrement responsable de la gestion saine de l'organisme au plus tard le 1^{er} juin 2023.

Le salaire est à discuter en fonctions de différents facteurs, mais nous nous engageons à proposer une rémunération juste et concurrentielle.

Vous avez le goût de relever ces défis, de l'expérience et des idées?

Contactez dès maintenant (**au plus tard le 20 mars 2023**) **Cyr Couturier**, président du conseil d'administration du *Gaboteur* Inc, à l'adresse presidence@gaboteur.ca.


SUITE EN PAGE 12

Le GABOTEUR 

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 204
St. John's (TNL) A1C 1G8

709 753-9585 

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier Nancy Boutin
Ysabelle Hubert Andrée Thoms
Maude-Julia Blanchet Mehdi Jaouhari
Contact: ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général et rédacteur en chef
Cody Broderick - dg@gaboteur.ca

Journaliste stagiaire
Liz Fagan - stage@gaboteur.ca

Publicité locale et abonnement
Rose Avoine-Dalton - admin@gaboteur.ca

Mise en page
Jessie Meyer

Ont collaboré à ce numéro
Inès Lombardo (Francopresse), Jacob David Poulin-Litvak, Shelby-Lynn Kerfont, Llewellyn Thomas, Grace Goudie

Impression: Advocate Printing
Distribution (dernier numéro): 725 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Lignes agates marketing
anne@lignesagates.com
Terre-Neuve-et-Labrador, Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
admin@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes
CANADA Papier + numérique: 35 \$
Numérique (Canada): 25 \$
INTERNATIONAL Numérique: 30 \$
Papier + numérique: 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnement

réseau@presse
médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2019
pour la rédaction journalistique

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2020
meilleur projet spécial
meilleur article communautaire

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2020
meilleur article arts et culture
meilleur annonce fabriquée maison

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2021
meilleur projet numérique de l'année

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur article d'actualité, meilleur article communautaire et meilleur projet spécial imprimé

LE GABOTEUR INC. est membre de du Réseau.Presse. Nous sommes fiers d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

À L'INTERSECTION DE PANDC ET LGBTQ

Tout au long de l'année et notamment pendant le Mois de l'histoire des Noires, Raven Khadeja sensibilise les Terre-Neuviens et les Labradoriens au racisme. Après avoir donné une présentation début février au Velvet Club & Lounge, un bar queer bien connu du centre-ville de St. John's, la militante a parlé au *Gaboteur* de l'intersectionnalité des personnes racisées et queer.

Marsha P. Johnson a été une des premières militantes noires et queer de nos jours. Femme trans, elle est surtout connue pour son rôle dans le mouvement de libération des personnes queer et trans et a été au premier rang de presque toutes les manifestations pour les droits de l'humain à New York et à New Jersey à partir des années 1970, comme les émeutes de Stonewall.

Cette radiuseuse activiste, qui s'est même retrouvée devant l'appareil photo de Andy Warhol en 1974, a été assassinée en 1992 à l'âge de 45 ans. Son meurtrier reste inconnu à ce jour.

On pense généralement que le manque d'efforts de la police pour retrouver son meurtrier était dû au fait qu'elle était une femme noire et transgenre, explique Raven Khadeja lors d'une présentation à Velvet Club & Lounge au début du mois.

Dans le cadre du Mois de l'histoire des Noires, la militante fait écho de l'injustice envers les personnes noires et queer.

«On ne s'est pas occupé d'elle,» prononce Raven solennellement, «Bien que nous ayons tous des problèmes à désapprendre, personne n'a le droit de décider quelles vies noires comptent. Toutes les vies noires comptent. Personne n'est jetable.»

Raven Khadeja vit à Terre-Neuve depuis cinq ans après avoir choisi l'Université Memorial pour son deuxième diplôme en Éducation, son premier étant l'histoire. Originaire de Trinidad et Tobago, Raven est une des fondatrices de Black Lives Matter-NL (BLM-NL), créé en juin 2020. La semaine suivant l'événement au Velvet, elle a accepté de creuser davantage la question de l'intersectionnalité avec *Le Gaboteur*.

«Trop souvent, nous entendons: "Vous n'avez même pas besoin de BLM ici. Qu'est-ce que le racisme de toute façon?" C'est justement pour cela que nous avons besoin d'éducation», résume-t-elle.

Elle cite le Dr Syrus Marcus Ware, activiste et professeur canadien: «Si nous ne sommes pas capables de résoudre les conflits, la communauté se brise très facilement».

L'importance de l'intersectionnalité

L'intersectionnalité est un concept sociologique qui désigne la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de stratification, domination ou de discrimination dans une société. Proposé par l'afro-féministe Kimberlé Williams Crenshaw en 1989, ce terme est souvent utilisé pour décrire l'intersection entre le sexisme et le racisme, entre le racisme et le classicisme, ou bien l'homophobie et la transphobie.

C'est important pour Raven de souligner le chemin qu'il reste à faire entre les groupes noires et queer: reconnaître la misogynie, l'homophobie et la transphobie qui existent d'un côté, ainsi que le racisme et l'anti-noirité de l'autre. En tant qu'activiste queer elle-même, ce progrès est essentiel.

«Comment aborder l'Hydre?» se demande-t-elle. «On coupe une tête mais une autre quinzaine apparaît.»

L'activiste encourage les gens à avoir des conversations difficiles et à poser des questions comme: «Qui devrait être au centre de cette discussion?» ou «Qui est représenté, ou sous-représenté?».

«En tant que Noirs, réfléchissons à notre propre politique de responsabilité; qui considérons-nous précieux?»

Sur la base de leur ressemblance avec nous? Nous parlons d'une certaine tranche d'imposition pour être considérés comme réellement précieux, non seulement dans les espaces blancs, mais aussi dans les espaces noirs.»

En parlant de l'intersection de l'ethnicité et la sexualité, elle évoque l'épidémie de sida, où le traitement des patients blancs et noirs ne ressemblait pas du tout. Le monde a vu des négligences médicales, un mépris pour la vie des Noirs, et même la croyance que les Noirs sont porteurs de maladies.

Raven compare cet exemple aux agressions constantes contre les femmes noires et les femmes trans qui sont constamment assassinées et oubliées. «Toutes les vies noires comptent, chacune», affirme-t-elle.

L'épanouissement des Noirs à travers l'éducation

Raven priorise l'éducation dans ses discours étant elle-même éducatrice. Selon elle, la lutte de BLM-NL continue, mais la lutte évolue. «C'est plus qu'un combat contre le racisme, c'est un combat contre l'anti-noirité.»

L'éducatrice n'oublie jamais son but, et y a consacré son activisme.

«À quoi ressemblerait l'épanouissement des Noirs? Que faisons-nous pour nous assurer que tout le monde puisse avoir les mêmes opportunités?»

Raven détient une approche réaliste du soutien en ligne. Compte tenu du fait que l'activisme peut souvent être à la mode pour certains, elle ne prend pas ce qu'elle trouve en ligne trop au sérieux. «Que vous aimiez BLM ou vous le détestiez, les tendances vont et viennent. On ne peut donc pas personnaliser cette adoration.»

L'éducation, dans ce cas, demande plus que la lecture, qui ce soit des postes sur les réseaux sociaux ou de la littérature des écrivains et chercheurs noirs, mais une compréhension de la structure sociale. Ce faisant, c'est évident comment les personnes de couleur sont (sous) représentées, traitées, et quelles sont les meilleures façons de procéder pour mettre en œuvre le changement.

«Tous les jours, nous voyons des personnes de couleur effectuer des tâches subalternes, et rarement en tant que cadres ou universitaires», affirme Raven, «qu'est-ce que cela vous dit?», demande-t-elle.

SUITE EN PAGE 8



Début février, Raven Khadeja s'est présentée au bar queer, Velvet Club & Lounge, pour un événement dans le cadre du Mois de l'histoire des Noires. Photo: Courtoisie



COMPAS

Service d'accueil et de soutien aux nouveaux arrivants francophones de T.N.L.

Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador

✉ compas@fftnl.ca

☎ (709) 800-6590

🌐 francoTNL.ca/Compas

📱 VIVREaTNL

LA LUTTE CONTRE LES ÉOLIENNES SE POURSUIT SUR LA PÉNINSULE DE PORT-AU-PORT

Les manifestations quotidiennes contre le mégaprojet d'éoliennes de World Energy GH2 se poursuivent sur la péninsule de Port-au-Port et les militants se sentent laissés dans le noir. Avec 164 éoliennes prévues dans la région, cette édition de votre journal de langue française aborde certaines des préoccupations des résidents, de l'approvisionnement en eau potable au fait français de la péninsule.

MANIFESTATION CITOYENNE

Les manifestants ont soif de réponses

Le mégaprojet du développement d'énergie éolienne est l'histoire à la table des résidents sur la péninsule de Port-au-Port depuis l'été dernier. L'évaluation environnementale du projet étant en cours, plusieurs questions sont au cœur des manifestants qui bravent chaque jour les intempéries, notamment la qualité d'une source secondaire d'eau douce du ruisseau LeCointre.

LIZ FAGAN et CODY BRODERICK | IJL - Réseau.Presse - Le Gaboteur

L'évaluation environnementale du mégaprojet de World Energy GH2 (WEGH2) étant en cours, des résidents de la péninsule de Port-au-Port s'inquiètent des conséquences environnementales de la construction des infrastructures nécessaires pour analyser la viabilité écologique du mégaprojet.

Chaque jour, on voit de plus en plus de manifestants sur la péninsule. Les manifestants estiment que le projet, bien que non encore approuvé, a déjà commencé à détruire leurs terres et une deuxième source d'eau douce qui se trouve au ruisseau LeCointre.

Le groupe de manifestants se relaie, pour assurer une représentation 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. «Tous les jours, on nous offre des encas, du café ou jus, des plats entiers et même du bois pour notre feu. Leur compassion se ressent», explique Zita Hinks, une des principales organisatrices des manifestations.

«Il y a un nouveau groupe de manifestants à Piccadilly maintenant», affirme-t-elle. «Nous avons commencé ici à La Grand'Terre le 17 janvier».

Si le projet est approuvé, ce projet de 16 milliards de dollars verrait la construction de 164 éoliennes sur la péninsule de Port-au-Port.

Selon la militante, lorsque les gens ont vu l'ampleur du projet, cela a ouvert les yeux de beaucoup de personnes dans la région et a amené beaucoup plus de gens à bord. Maintenant, ils se rassemblent pour protéger leurs eaux. «Les manifestants sont de tous les horizons, partout de la péninsule,» rayonne-t-elle.

UNE DEUXIÈME SOURCE D'EAU

Le ruisseau LeCointre, qui se trouve à La Grand'Terre, est situé sur les terres de la Couronne selon l'Atlas de l'utilisation des terres («Land Use Atlas») du gouvernement provincial, disponible en ligne. Sur la carte, les terres de la Couronne occupent une grande partie de l'intérieur de la péninsule. À La Grand'Terre notamment, les terres de la Couronne s'étendent du ruisseau jusqu'à la route principale sur la côte pour inclure la totalité du chemin menant au ruisseau («local roads»).

Servant comme source supplémentaire d'eau potable pour La Grand'Terre, le ruisseau est crucial pendant les mois les plus froids selon les manifestants. Certes, un plan de sauvegarde est indispensable, mais l'eau est devenue de plus en plus trouble au fil du temps. «C'est notre combat, ils sont dans notre bassin versant,» résonne Zita Hinks.

Même si c'est une source supplémentaire d'eau, elle n'est pas considérée par le gouvernement comme source d'eau publique protégée. Dans un post Facebook visant à clarifier certaines désinformations, le District de services locaux de La Grand'Terre a déclaré le 11 février qu'une demande avait déjà été soumise pour protéger le ruisseau. Cependant, selon une déclaration du ministère de l'Environnement et du Changement climatique et du ministère des Pêches, des Forêts et de l'Agriculture provinciale envoyée au *Gaboteur* le 25 janvier, la zone n'est pas désignée comme zone protégée et aucun permis n'a été nécessaire pour les travaux actuels en cours.

«Le fait que le gouvernement de TNL ne reconnaît pas le ruisseau LeCointre comme faisant partie de notre système d'eau potable, est une preuve de négligence de leur part. Ce même gouvernement a subventionné du travail en 1999, à un taux de 100 000 environ, pour



Les manifestants sont mécontents des mesures de contrôle actuelles mises en place pour maintenir la qualité de l'eau du ruisseau LeCointre. Composées de meules de foin, ces mesures sont jugées insuffisantes par les militants. Photo: Courtoisie d'Amanda Cornect

que le ruisseau LeCointre alimente notre réservoir principal durant les périodes de sécheresse - hiver et été. Le gouvernement de TNL n'a donc pas exercé sa due diligence à cet égard», réagit Dwight Cornect, résident de La Grand'Terre et membre des manifestants.

Face aux nombreuses inquiétudes, les opposants au projet tentent de bloquer l'accès de la route de WEGH2, qui, selon le gouvernement provincial, dispose de deux permis autorisant les activités de surveillance du vent, y compris un permis pour «la construction d'une section de 490 mètres de long d'une nouvelle route d'accès au site» à partir de la route actuelle.

«Afin de creuser le rocher, ils font des petites explosions», dit Dwight Cornect. «En ce faisant, tu déranges l'eau souterraine, l'aquifère, et plus», explique-t-il.

Dans sa déclaration, le gouvernement provincial dit que deux échantillons du ruisseau ont été examinés suite à plusieurs plaintes dans la région. «Les résultats [du 24 novembre 2022] ont indiqué que la turbidité et la couleur étaient élevées, mais aucun autre problème de qualité de l'eau n'a été identifié», peut-on lire dans le courriel.

Le district de services locaux a déclaré qu'il avait été recommandé en novembre de ne pas pomper l'eau du ruis-

seau vers le réservoir du barrage en raison du niveau de turbidité. Depuis, l'eau est devenue encore plus trouble.

Selon John Risely, l'homme d'affaires derrière le projet de WEGH2, qui a parlé de la question sur les ondes radio de VOXM le 6 février, le problème d'eau est antérieur à leur arrivée. Cependant, un autre test a été effectué le 25 janvier, le jour même où les ministres ont envoyé leur déclaration au *Gaboteur*. Les résultats indiquent un niveau de turbidité de 2,9, contre 1,7 lors de la mesure de novembre. L'indice de turbidité en août dernier était quant à elle de 0,58 selon le district de services locaux.

SOLUTIONS?

Le gouvernement provincial précise que «des mesures de contrôle du limon ont été installées là où les ponceaux ont été remplacés». Cependant, selon les manifestants, ces mesures ne sont rien d'autre que des balles de foin placées dans le ponceau comme système de filtration, et sont tout simplement inefficaces.

John Risley a également informé les journalistes de VOXM que l'entreprise a proposé de faire venir des consultants pour déterminer la cause du problème.

Le district de services locaux de La Grand'Terre a également réfuté cette déclaration, indiquant qu'aucune solution à la question de l'eau n'a été encore fournie. «Une réunion a été organisée le 5 janvier 2023 à La Grand'Terre dans le seul but que WEGH2 nous présente des solutions aux travaux qu'ils ont menés. WEGH2, ni les experts qu'ils ont invités, n'ont fourni de solution pendant cette période. Aucun de leurs représentants n'a même pu confirmer qui était responsable des plans initiaux pour les améliorations de la route locale.»

UNE GOUTTE DANS L'OCÉAN

Bien que la destruction de l'eau soit au premier plan des préoccupations de Port-au-Port ces dernières semaines, ce n'est qu'une goutte dans l'océan.

«C'est tout notre mode de vie qui est menacé, en tant que personnes autochtones,» implore la militante. «La forêt est notre deuxième source de viande, là où on chasse et récolte,» ajoute-t-elle.

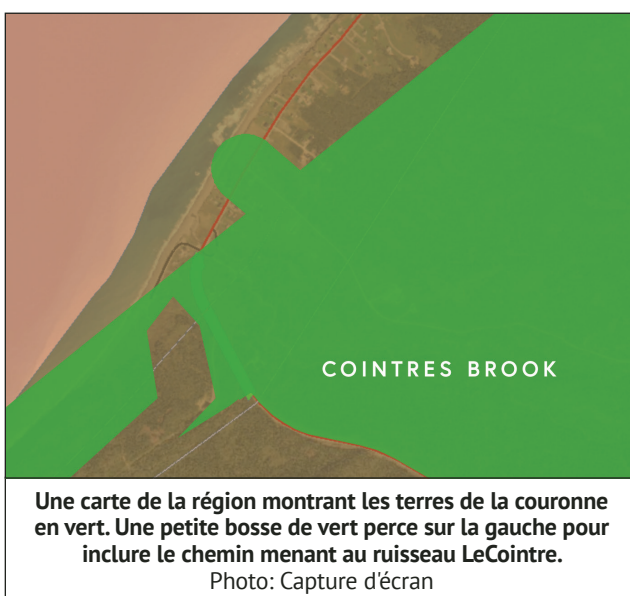
Si le projet est accepté, les éoliennes produiraient environ trois gigawatts d'électricité - soit plus de trois fois la capacité du barrage hydroélectrique de Muskrat Falls. Cette énergie serait ensuite envoyée en Allemagne.

Une fois la collecte de données de l'évaluation environnementale terminée, le site sera remis dans un état jugé acceptable par le ministre des Pêches, des Forêts et de l'Agriculture.

«Le sentiment des gens c'est que la province est vendue, que nos ressources naturelles seront exploitées et il n'y a rien qu'on puisse faire», plaide-t-elle.

Les résidents de Port-au-Port se sentent laissés dans le noir. Les manifestants cherchent des preuves plus concrètes, car ils ne sont pas encore convaincus que tout est comme il semble.

Toutes les inquiétudes des manifestants les ont poussés à écrire une lettre au gouvernement pour souligner



Une carte de la région montrant les terres de la couronne en vert. Une petite bosse de vert perce sur la gauche pour inclure le chemin menant au ruisseau LeCointre. Photo: Capture d'écran

SUITE DE LA PAGE 6

l'importance de cette source d'eau secondaire.

«Parce que nous sommes peu nombreux, c'est comme si tout le monde s'en fichait. On est l'agneau du sacrifice,» résume Zita Hinks.

En attente des réponses, les manifestants se rassemblent quotidiennement pour protéger leur nature.



Photo: Tara Manuel (courtoisie)

OPINION

L'histoire se répète-t-il pour les franco-terreneuviens?

Une source d'eau douce supplémentaire est déjà menacée avant même que la construction d'éoliennes n'ait obtenu le feu vert pour aller de l'avant. Quelles conséquences le mégaprojet de World Energy GH2 aurait-il sur le fait français de chez moi?

SHELBY-LYNN KERFONT



Le drapeau de la francophonie provinciale est présent un peu partout sur la péninsule de Port-au-Port. Ici, il flotte lors de la journée de la francophonie provincial l'année dernière à Cap Saint-Georges. Photo: Archives Le Gaboteur

Si on recherche «communautés franco-terreneuviens», on voit qu'il n'y en a qu'une poignée qui existent. Où sont-ils situés? Sur la péninsule de Port-au-Port, qui se situe sur la côte ouest de l'île. Ces communautés regroupent des familles francophones qui vivent sur la péninsule depuis des générations.

Au fil du temps, de nombreux obstacles ont contribué à l'assimilation à la majorité anglophone. Depuis longtemps, les francophones de la péninsule se sont battus avec acharnement pour que la langue française continue de prospérer dans la région. Aujourd'hui, la langue française est de plus en plus célébrée mais quand même toujours confrontée à des défis - le plus récent étant, à mon avis, le projet d'éoliennes piloté par World Energy GH2.

UNE HISTOIRE DE RÉSISTANCE

Étant une telle minorité, les Franco-Terreneuviens ont dû faire face à des tentations d'assimilation dans le passé et même la discrimination. Au milieu du 20^e siècle, le système éducatif a été repris par l'Église anglaise. À cause de cela, les enfants francophones apprenaient la langue anglaise à l'école et se voyaient refuser l'utilisation de leur langue maternelle. La langue française était toujours parlée à la maison, mais il était évident que les responsables du système éducatif souhaitaient l'éradiquer complètement.

Si un enfant parlait en français à l'école, il recevait un coup à la main ou était obligé de se tenir debout dans un coin de la pièce avec un livre sur la tête, parmi de nombreuses autres punitions. En tant qu'enfant, être puni pour avoir parlé votre langue maternelle a évidemment

dû être très difficile et a mené à des sentiments que sa culture est attaquée.

La construction de la base aérienne de Stephenville dans les années 1940 a apporté un boom économique à la région, qui a profité à de nombreuses familles francophones, mais la langue anglaise est devenue de plus en plus présente au détriment du français.

ÉDUCATION ET EAU POTABLE

Notre culture était menacée jusqu'en 1987 quand une école de français langue première, l'École Sainte-Anne, ouvre ses portes à tous les niveaux. Cette école a permis à la langue française de non seulement survivre mais de prospérer à La Grand'Terre et les communautés qui l'entourent. Elle est la seule école française langue première de la maternelle à la douzième année sur toute l'île. L'École Sainte-Anne permet aux enfants de garder un lien avec leur patrimoine et leurs traditions, ce qui est très important pour maintenir la culture franco-terreneuvienne.

Actuellement, l'École Sainte-Anne pourrait potentiellement souffrir face aux chantiers de construction au ruisseau LeCointre. Une des principales sources d'eau à La Grand'Terre, le ruisseau se trouve à environ 5 km de l'école. Si, par hasard, toutes les sources d'eau sont compromises au profit de l'évaluation environnementale pour le mégaprojet menée par World Energy GH2, les résidents ainsi que l'école en souffriront.

Sans eau potable, dans le pire des cas selon moi, l'école pourrait devoir fermer ses portes, refusant encore une

Derrière la plume

Shelby-Lynn Kerfont est une fière Franco-Terreneuvienne qui étudie actuellement à l'Université Memorial. Originnaire de La Grand'Terre, de nombreux résidents de sa ville natale manifestent contre le mégaprojet d'éoliennes afin de protéger leurs terres et leur mode de vie. Avec une carrière d'enseignante de langue française à l'horizon - peut-être chez elle sur la péninsule de Port-au-Port - la future enseignante s'inquiète de l'impact du mégaprojet sur la langue française de la région.



Shelby-Lynn Kerfont. Photo: Courtoisie

fois aux enfants de la région une éducation en français - quelque chose pour laquelle nos parents et grands-parents ont lutté. Dans le meilleur des cas, à mon avis, l'école devrait suivre les traces de la Mobile Central High School sur la Southern Shore de la péninsule d'Avalon. En 2017, lorsqu'un cimetière a compromis l'eau potable de l'école, le conseil scolaire anglophone a dû fournir des bouteilles d'eau - mais la population avait encore de grosses inquiétudes.

La fermeture de cette école signifierait une grande difficulté pour les élèves de la région. Les cours pourraient être maintenus à distance, comme pendant les périodes de fermeture causées par la pandémie, ou les élèves pourraient être déplacés dans un autre bâtiment, comme ce fut le cas pour l'École Notre-Dame-du-Cap il y a quelques années, quand les élèves francophones ont été envoyés à l'école anglophone.

La situation à La Grand'Terre amène à se demander si oui ou non le gouvernement souhaite vraiment aider les gens de la région. Les communautés minoritaires comme la mienne ont été victimes de discrimination dans le passé et ont déjà assez de mal à se défendre, mais c'est encore plus difficile lorsque nos dirigeants et le gouvernement ne semblent pas vouloir aider. Ce n'est pas parce que nous formons une petite population que nous pouvons être mis de côté, et que nous méritons que notre culture et notre patrimoine nous soient enlevés. Aujourd'hui, ma région natale doit compter sur sa population pour se battre pour les nécessités de base comme l'eau potable, ce qui n'aurait jamais dû arriver en premier lieu.

SUITE DE LA PAGE 5

L'éducatrice ajoute qu'il existe une exclusion qui se produit à Terre-Neuve-et-Labrador. «C'est une façon aplatie de penser: les gens supposent qu'une personne racisée est un immigrant, mais tous les immigrants ne sont pas racisés. C'est une façon aplatie de penser à la race et à la classe.»

Pour Raven Khadeja, ce serait rendre un mauvais service de négliger la responsabilité des institutions et de se concentrer uniquement sur les préoccupations individuelles. Pour comprendre la complexité et la nuance du racisme et de l'anti-noirisme, nous devons reconnaître l'oppression systémique à grande échelle, ainsi que la discrimination quotidienne, y compris les micro-agressions.

Selon *Le Petit Robert*, une micro-agression se définit par «[...] un simple geste, ou une remarque, perçu(e) comme une insulte ou maltraitance en raison du groupe ethnique, du sexe, etc. même si l'insulte peut

être non-intentionnelle et qui, combinée à d'autres gestes ou remarques similaires au fil du temps, créent un tort émotionnel.»

Par exemple, «Vous êtes belle pour une Noire», ou «Mais vous parlez si bien! Wow.»

À quoi ressemble l'activisme?

«L'activisme prend de nombreuses formes,» affirme l'activiste. «Parfois, il exige que vous organisiez une énorme manifestation, parfois il exige que vous vous engagiez dans la construction d'une communauté. Si nous devons revenir en arrière et faire une protestation, nous le ferons absolument, mais nous devons aussi nous accorder la grâce. Si nous nous battons, et que nous ne remettons rien en place, avec quoi pouvons-nous nous battre?»

La cofondatrice de BLM-NL explique que son association investit - culturellement et financièrement - dans les gens à travers différents programmes

dans la capitale et parfois *around the bay*.

Le groupe de bénévoles a vu un énorme succès avec les collections de fonds. En 2020, l'organisme a fait une collecte de sacs à dos pour les fournitures scolaires, avec 139 intervenants sur 2 ans. L'année suivante, l'association a organisé une collecte d'hiver où elle a offert des manteaux et d'autres vêtements pour les personnes affectées par la COVID-19.

«Noël dernier, nous avons versé des fonds à plus de 25 personnes, avec NL Eats, de l'argent ainsi que des cartes cadeaux pour acheter de la nourriture. J'ai une consultation personnelle, Ravensong, et on a organisé un événement pour la solidarité noire et autochtone au [Echo Pond Environmental Education Centre], explique-t-elle. «Nous avons eu un week-end entier d'enfants de toutes ethnicités, et nous avons parlé de l'inclusion culturelle, nous avons eu de belles discussions. Nous étions hébergés pour la nuit et il y avait de la nourriture. On s'est tellement amusés. C'était vraiment génial.»

COMMENT S'IMPLIQUER

Pour vous joindre Black Lives Matter-NL, rendez-vous sur Instagram, où vous trouverez toutes sortes de ressources et de campagnes (@BlacklivesmatterNL).

Au niveau national, BLM-Canada organise une campagne de collecte à l'échelle du Canada, Black Inflation Support Fund. Cette levée de fonds d'aide aux Noirs en cas d'inflation est destinée à soutenir les familles et les individus noirs qui connaissent des difficultés financières en raison de l'augmentation du prix des denrées alimentaires, de l'inflation et d'autres défis.

Dans la capitale, le 19 février 2023, l'Association communautaire francophone de Saint-Jean collabore avec la Nigerian Canadian Association of Newfoundland et le St. John's African Roots Festival pour présenter un événement au St. John's Farmer's Market, «Black Excellence». Au rendez-vous, une séance avec les conférenciers Isaac Adejuwon du Nigéria et Deneice Wedderburn du Jamaïque. Jamaïque. (LF)

SCIENCE

AGENCE SCIENCE-PRESSE (WWW.SCIENCEPRESSE.QC.CA)



TOUS LES SELS, DU PAREIL AU MÊME? VRAI

Photo: Emmy Smith (Unsplash)

Sel de mer, sel rose de l'Himalaya, sel de table, sel kasher... Quand vient le temps d'assaisonner un plat, certaines options sont-elles meilleures que d'autres pour la santé? ajoute son grain de sel à la question.

Peu importe le type choisi, la composition chimique du sel reste sensiblement la même: du sodium, du chlore ainsi que des traces de minéraux en quantité infime.

Une question de géographie

Globalement, c'est surtout la provenance et la grosseur du grain qui distinguent les sortes de sel. Le sel de table est prélevé à partir de mines de sel. Il passe ensuite par un procédé qui lui confère une fine texture, appropriée pour les recettes. Il ne contient aucun minéral résiduel.

Le sel kasher provient lui aussi des mines de sel. Cependant, il est composé de gros cristaux. Grâce à la taille de son grain, il adhère mieux à la nourriture (notamment la viande), ce qui le rend plus facile d'utilisation pour la boucherie kasher.

Le sel rose de l'Himalaya, quant à lui, provient d'un lieu unique: la mine Khewra au Pakistan. Les minéraux présents en petite quantité (à peine 2% de sa composition) lui donnent sa couleur rosée distinctive. On estime qu'il comporterait 84 minéraux différents.

C'est cette dernière caractéristique qui fait qu'on a attribué plusieurs propriétés au sel rose himalayen: une amélioration de la santé cardiovasculaire et respiratoire, un meilleur sommeil, des os plus forts.

Mais la présence de ces minéraux le rend-il vraiment supérieur aux autres sels? Pour le vérifier, un groupe de recherche australien a analysé en 2020 la composition minérale d'une trentaine d'échantillons de sel rose. Si l'on a effectivement détecté du magnésium, du calcium et du potassium, il reste que leur quantité demeure trop faible pour avoir un impact. Pour atteindre nos besoins nutritionnels en minéraux, il faudrait consommer 30 grammes de sel rose par jour, soit six fois plus que la recommandation en sel de l'Organisation mondiale de la santé...

Santé Canada propose pour sa part une dose similaire, représentant l'équivalent d'une cuillère à thé de sel par jour, et rappelle qu'une trop grande consommation de sodium entraîne un plus grand risque de souffrir d'hypertension artérielle, et donc de maladie cardiaque et d'accidents vasculaires cérébraux.

Enfin, comparativement au sel himalayen, le sel de mer contient lui aussi des minéraux comme le potassium, le fer et le calcium, mais dans des quantités si infimes qu'il faudrait là aussi ingérer des quantités dangereusement élevées de sel pour avoir quotidiennement les quantités de minéraux que l'on pourrait recevoir par l'alimentation.

Le sel de mer est obtenu par évaporation de l'eau de mer. Il ne subit aucune transformation et c'est la raison pour laquelle il conserve des traces de certains nutriments présents naturellement dans l'eau salée.

Une question de goût?

Si aucun sel n'est meilleur qu'un autre pour la santé, peut-être la différence se

trouve-t-elle dans le goût? Selon une étude réalisée en 2010, certains sels de mer auraient une saveur plus prononcée. Les chercheurs émettaient comme hypothèse qu'il pourrait s'agir d'une solution pour réduire la consommation de sel, puisqu'une moins grande quantité serait nécessaire pour obtenir le même goût salé.

Toutefois, il faut se rappeler que la majeure partie du sel que nous consommons se trouve déjà dans les aliments transformés et il s'agit la plupart du temps de sel de table. Une personne qui souhaite réduire le sel dans son alimentation devrait donc opter plus souvent pour des aliments frais ou peu transformés.

Verdict

Du sel, c'est du sel! Peu importe la couleur ou la provenance, ils ont tous sensiblement la même composition. Cependant, selon l'utilisation que l'on veut en faire en cuisine, certains choix sont plus appropriés que d'autres.

REMBOBINONS À 1987

LLEWELLYN THOMAS
LE GABOTEUR - 6 FÉVRIER 1987



MIREILLE THOMAS: UNE ÉTRANGÈRE QUI A FAIT DE TERRE-NEUVE SON PAYS

Si le français est présent à Terre-Neuve et au Labrador depuis le 16^e siècle, cette année la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) fête les 50 ans de son élan communautaire. Pour vous aider à mieux comprendre l'histoire de la francophonie de la province, les archives du *Gaboteur* sont un trésor d'histoire qui remonte à presque 40 ans. Dans cet article, vous ferez la connaissance de Mireille Thomas, qui est encore aujourd'hui très impliquée dans les organisations francophones.

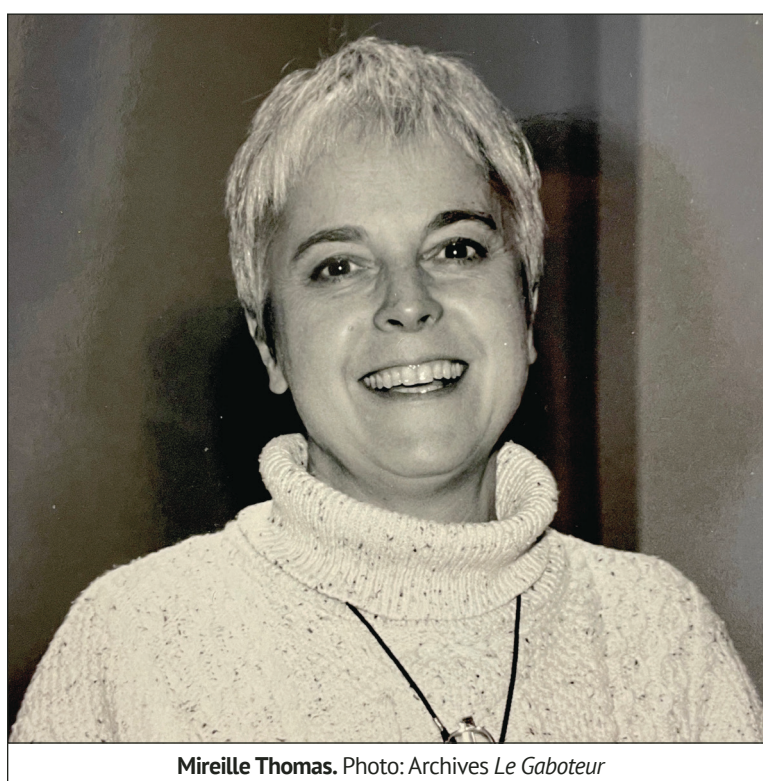
Pour une francophone qui ne disait aucun mot d'anglais à son arrivée à Terre-Neuve il y a plus de vingt ans, le choc culturel peut parfois être surprenant. Mais habiter cette province pendant tant d'années et s'impliquer dans l'avancement de la cause francophone à Terre-Neuve ne semble pas avoir posé trop de problèmes à Mme Mireille Thomas, présidente de l'Association francophone de St-Jean et enseignante au département de français à l'Université Memorial de Terre-Neuve.

plété son baccalauréat, un poste de professeur de français langue seconde à l'Université. Interrogée sur la situation du français dans la province en 1964, elle se rappelle que «le français c'était seulement à l'Université qui, à l'époque, possédait déjà un département de français assez important. Les seules personnes qui parlaient français ou qui s'échangeaient de livres, c'étaient les membres du département. À part de ça, il n'y avait vraiment aucun signe de francophonie dans la ville.»

Mme Thomas est née le 18 février 1944 à Marseille en France, durant une tempête de neige. «C'était peut-être un présage à ma vie future» a-t-elle dit. Après avoir complété ses études en France, elle s'est mariée à un Anglais qui venait d'accepter un poste de professeur à St. John's.

En 1965, en se rendant en voiture en Ontario, elle s'est arrêtée à Cap Saint-Georges. Ce fut pour elle une découverte: les gens parlaient et vivaient en français. Petit à petit elle s'est intéressée à cette culture, de même que son mari qui commençait alors à étudier le folklore et le français terre-neuvien.

Mme Thomas se souvient bien d'un événement fort important



Mireille Thomas. Photo: Archives Le Gaboteur

pour la francophonie: «Le département de français à l'Université était membre de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) et c'est par l'entremise du département que j'ai pu suivre, de loin, les activités de cet organisme national. C'est au cours d'une réunion de l'ACELF, à Ottawa en novembre 1975, que nous avons vu naître la Fédération des Francophones hors Québec; le porte-parole commun et officiel des millions de francophones hors Québec auprès des autorités fédérales. J'ai été alors très impressionnée par les efforts du gouvernement libéral de Trudeau pour l'avancement de la deuxième langue officielle du pays. J'ai donc suivi tout ça de loin et c'est seulement quand j'ai été impliquée directement dans l'Association francophone de St-Jean et surtout dans la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador que je me suis rendue compte que c'était quelque chose de marquant, d'historique.»

qu'elle trouvait que c'était important de faire quelque chose pour la francophonie provinciale.

«C'est une satisfaction sûre et certaine de pouvoir contribuer un petit peu - je pense que c'est bien évident que dans ce genre d'intervention il faut une certaine connaissance du milieu et de l'ad-

ministration. Il faut en fait avoir une bonne éducation; ça sert. En cela je pense que mon travail d'enseignante m'aide. Ma position de présidente, c'est quand-même important. Même si je n'étais pas présidente, je serais toujours impliquée, et je pense toujours aussi convaincue de continuer à faire valoir nos droits en tant que francophones,» explique Mme Thomas. Interrogée sur sa vision de l'avenir des francophones à Terre-Neuve, elle déclare, «je suis optimiste, c'est mon caractère, optimiste dans la mesure où nous continuons la lutte quotidienne. Je vois qu'on a fait de grands progrès. Mais si on se repose sur ses lauriers, si on arrête de lutter, c'est là le grand danger de se laisser aller par le système.»

Après toutes ses années à Terre-Neuve, Mme Thomas se dit bien heureuse d'y vivre.

«J'ai mon travail, j'aime mon confort et j'ai une certaine routine. Mon emploi me permet justement de m'impliquer dans la francophonie. J'aime aussi le style de vie, qui est assez tranquille et qui permet de faire un peu ce qu'on le veut.»

SUDOKU

JEU N° 805

		6	9	3	8			
					5			9
		3						
9			8	5				7
	3			1				4
				2			3	6
2		7						1
			7					3
	1			9				4

NIVEAU : FACILE

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 805

4	7	9	2	6	5	8	1	3
8	8	2	1	4	7	6	9	9
5	1	6	9	8	8	7	4	2
9	8	8	6	2	4	5	7	1
7	6	5	2	1	9	2	8	8
2	2	1	8	5	8	4	9	6
8	2	7	4	9	1	8	6	5
6	9	8	5	7	2	1	8	4
1	5	4	8	3	6	9	2	7

C'est le hasard, dit-elle, qui l'a amenée à s'impliquer directement avec l'ACFSJ. En 1982, M. Roger Roy, alors président de l'organisme francophone de la capitale, lui a demandé si elle pouvait agir en tant que vice-présidente. Elle s'est impliquée, dit-elle, parce



Avis d'intention de procéder à l'élimination d'un bâtiment en vertu du paragraphe 36(a) de la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux

UNE ÉPAVE - située aux coordonnées 49.5168, -56.0105 à Springdale à Terre-Neuve-et-Labrador, est considérée comme dangereuse pour le milieu marin.

Conformément à l'article 39 de la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux (LEBAD), le présent avis sert d'avis officiel de l'intention de la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne de procéder à l'élimination du bâtiment dans les 30 jours suivant la date à laquelle le présent avis a été donné.

Toute personne ayant un privilège ou un autre intérêt dans ce bâtiment, ou des questions, doit communiquer avec l'équipe du Programme des navires préoccupants de la Garde côtière canadienne à l'adresse : CCG.ATL.VOC-NP.ATL.GCC@dfo-mpo.gc.ca d'ici le 20 mars, 2023.

AGENDA COMMUNAUTAIRE

LIZ FAGAN

PROVINCIAL

Jusqu'au 28 février

Appel de courts métrages documentaires. Dans le cadre de sa 14^e édition, Le Cinéma sous les étoiles de Funambules Médias lance un appel pour les courts métrages documentaires. Les frais d'inscription sont de 8\$ par soumission. Toutefois, les cinéastes indépendants, les étudiants et les demandeurs d'emploi sont exemptés de ces frais. Veuillez contacter Charles Duquet de l'équipe de programmation pour bénéficier de cet avantage, au adj-prog@funambulesmedias.org. La date limite de soumission est le 28 février 2023.

Jusqu'au 23 mars

Atelier de sophrologie. Le jeudi de 14h à 16h, rejoignez le Réseau des aînés francophones pour un atelier virtuel de sophrologie sur la plateforme ConnectAînés. Animés par Claudine Souchon, les ateliers vous introduiront aux fondamentaux du développement personnel pour favoriser un bon équilibre entre le corps, le mental et les émotions. Pour plus d'informations ou pour vous inscrire, contactez aines@fftnl.ca.

Jusqu'au 29 mars

Yoga sur chaise. Rendez-vous en ligne de 15h30 à 16h30 pour suivre des sessions de yoga animées par Carole Morency. Proposés aux personnes âgées de 50 ans et plus, les ateliers se déroulent sur la plateforme ConnectAînés. Contactez le Réseau des aînés francophones pour plus de renseignements.

ST. JOHN'S

Jusqu'au 13 mars

Ateliers artistiques. L'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ) et l'artiste Dominique Hurley vous proposent deux séries d'ateliers au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents (CGV) pour ceux et celles avec un cœur d'artiste. Le samedi à 11h jusqu'au 11 mars, l'artiste anime un atelier de peinture pour ceux qui cherchent à se laisser guider par leur intuition. Le mardi à 13h jusqu'au 13 mars, rendez-vous pour apprendre les bases nécessaires de photographie pour vous aider à mieux capturer les moments artistiques sur pellicule. Chaque atelier coûte 15\$ pour les membres de l'Association, 20\$ pour les non-membres, et 5\$ pour les aînés. Veuillez contacter culture@acfsj.ca afin de vous garantir une place !

Tous les dimanches et mardis

Soccer en français. Que vous l'appeliez «le foot» ou bien le «soccer», on a besoin de vous sur l'équipe! Gratuit pour les membres de l'ACFSJ, les sportifs ou les débutants ayant 16 ans et plus sont invités à jouer au football en français. Les matchs ont lieu tous les dimanches de 10h à 12h et les mardis de 20h à 21h30 dans le gymnase du CGV. Inscription obligatoire.

Jusqu'au 21 mars

Salsa avec Juan. Vous vouliez toujours essayer la danse salsa mais vous n'avez jamais eu l'occasion? L'ACFSJ vous offre des séances de danse avec Juan, votre instructeur de salsa, de 17h à 18h30 tous les mardis au CGV. Ouvert au public de 16 ans et plus, l'inscription est donc obligatoire. Les frais d'inscription sont de 35\$ pour les membres, de 40\$ pour les aînés et de 45\$ pour les non-membres. Inscrivez-vous en ligne ou en contactant l'ACFSJ.

Jusqu'au 20 mars

Yoga en français. Tous les lundis de 17h30 à 18h30 et tous les mardis de 20h à 21h30 au CGV, l'ACFSJ propose des cours de yoga avec Cindy Butt de Far Out Fitness. Les frais d'inscription sont de 35\$ pour les membres, de 40\$ pour les aînés et de 45\$ pour les non-membres. L'inscription en ligne est obligatoire. Pour plus d'informations ou pour vous inscrire, contactez l'ACFSJ ou visitez son site Web.

Jusqu'au 23 mars

Badminton en français. Pendant les mois d'hiver, il peut être difficile de se motiver. Venez donc jouer au badminton avec des membres de l'ACFSJ tous les jeudis de 19h30 à 20h30 au CGV. Si l'événement est gratuit pour les membres, une contribution de 15\$ serait appréciée. Ouvert aux personnes ayant 16 ans et plus, l'inscription est obligatoire. Vous pouvez vous inscrire en ligne ou en contactant l'ACFSJ.

Jusqu'au 29 mars

Zumba avec Marcella Cormier. De 19h à 20h, l'ACFSJ propose des cours de Zumba au Centre des Grands Vents

pour lutter contre le froid dehors! Tout ce qu'il vous faut c'est une bouteille d'eau, des baskets et de l'énergie! Les frais d'inscription sont de 35\$ pour les membres, de 40\$ pour les aînés et de 45\$ pour les non-membres. Un certain nombre de participants est exigé. L'inscription en ligne est donc obligatoire.

LA CÔTE OUEST

Le 28 février

Soirée fléchettes. Rendez-vous au local du Coin Franco à 18h pour jouer aux fléchettes en français! Avec musique et boissons au menu, ce sera certainement une façon amusante de terminer le mois de février. Pour plus de renseignements, contactez Le Coin Franco au info@lecoinfo Franco.ca ou bien au (709) 800-4014.

Tous les samedis

Samedis tartine et chocolat. La fin de semaine commence bien avec des activités en français au Coin Franco! De 9h à 12h jusqu'à la fin juin, chaque enfant est le bienvenu pour participer aux jeux, sports, et aux travaux manuels. Le coût est de 25\$ par enfant. Pour plus d'informations quant à l'inscription, contactez Le Coin Franco!

Tous les mardis

Bingo en français. L'ARCO vous invite au Centre des Terre-Neuviens Français à Cap Saint-Georges pour son fameux bingo hebdomadaire. Courez la chance de gagner des prix tout en socialisant avec les gens du coin. Rendez-vous au centre chaque mardi à partir de 18h15. Pour plus de renseignements, restez à l'écoute de la page Facebook de Port-au-Port Info. Bonne chance!

L'OUEST DU LABRADOR

Le 22 février 2023

Atelier Trico-Thé

Avez-vous eu envie d'apprendre à tricoter? C'est le moment d'essayer! De 14h à 15h aux locaux de l'Association Francophone du Labrador (AFL) au 308 Hudson Drive à Labrador City, découvrir le monde du tricot en groupe. L'inscription est obligatoire en raison de places limitées. Veuillez contacter l'AFL par e-mail info@afftnl.ca ou bien au téléphone au (709) 944-6600 pour vous inscrire, ou visitez son site web ici: www.https://association-francophone-du-labrador.s1.yapla.com/.

Le 22 février

Soirée jeux de société. L'AFL et la Communauté Francophone Accueillante (CFA) vous invitent à jouer en français! Avec des jeux de société mis à votre disposition, c'est une belle occasion de socialiser et d'y découvrir de nouveaux jeux! Inscrivez-vous en ligne puis rendez-vous au Well-Bean Café, de 18h à 20h.

Le 25 février

Raquettes et sac à dos. Mettez vos raquettes, remplissez votre sac à dos de collations et rejoignez l'AFL et la CFA à Tanya Lake pour une promenade hivernale. L'activité aura lieu de 14h à 15h et du chocolat chaud sera offert sur place. En cas de froid extrême, l'activité sera annulée. Pour plus d'informations, contactez l'AFL.

Le 26 février

Raconte-moi ton pays - Cameroun. Vous avez toujours voulu visiter le Cameroun mais n'en avez jamais eu l'occasion? De 15h à 16h, l'AFL et la CFA apportent les traditions et la nourriture camerounaises au local de l'AFL pour vous faire connaître l'une des nombreuses cultures qui rendent le Big Land si diversifié! Les places étant limitées, les organisateurs vous demandent de vous inscrire à l'avance.

Le 27 février

Connect-ânés. Pour tous ceux et celles ayant des difficultés en navigant les technologies en ligne, cet atelier est pour vous! De 13h à 14h au bureau de l'AFL, vous apprendrez comment se servir de ces technologies par les jeunes de la région. Du café et du thé seront offerts sur place. Contactez l'AFL ou rendez-vous en ligne (si vous y arrivez!) pour vous inscrire.


Jusqu'au 23 mars

Création de cartes d'occasion. De 19h à 20h30 toutes les deux semaines, amusez-vous en apprenant comment fabriquer de belles cartes de vœux pour toute occasion. Cet atelier, ouvert au public de tous les âges, aura lieu à dans les locaux de l'AFL à Labrador City. Veuillez vous inscrire en ligne ou en contactant l'AFL.

HOROSCOPE



ALEXANDRE AUBRY

 alexandre.aubry.astrologue
alexandre@norja.net
514 667-4803

SEMAINE DU
19 AU 25 FÉVRIER 2023SIGNES CHANCEUX DE LA SEMAINE :
BÉLIER, TAUREAU ET GÉMEAUX

BÉLIER

(21 MARS - 20 AVRIL)

Tendance à la distraction. Peut-être qu'il s'agit d'une certaine fatigue et que vous avez simplement besoin de repos. Votre créativité en impressionnera plusieurs après la création d'un chef-d'œuvre.



TAUREAU

(21 AVRIL - 20 MAI)

Au travail, vous découvrirez une montagne de dossiers à prendre en charge de toute urgence. Cette situation contribuera à créer une meilleure organisation afin d'être plus efficace et d'apaiser votre stress.



GÉMEAUX

(21 MAI - 21 JUIN)

Avant d'entreprendre un projet de grande envergure, prenez le temps de vous détendre et de vous amuser. Une promotion, ça s'arrose, par exemple. Embrassez les nouveaux défis qui vous attendent.



CANCER

(22 JUIN - 23 JUILLET)

L'idée de faire un voyage ou de partir à l'aventure vous émerveillera. Vous réussirez enfin à trouver le temps et les moyens de vous accorder des vacances bien méritées et de vous dépayser quelque peu.



LION

(24 JUILLET - 23 AOÛT)

Une situation irritante se pointe à l'horizon. Quelques changements dans votre vie s'imposent et le sourire reviendra en force sur votre visage. L'harmonie nécessite parfois de bousculer la situation.



VIERGE

(24 AOÛT - 23 SEPTEMBRE)

Il faudra faire des compromis pour retrouver l'harmonie, aussi bien à la maison qu'au travail. De nouvelles réalisations sont en chemin après avoir conclu des ententes avec de futurs clients ou partenaires.



BALANCE

(24 SEPTEMBRE - 23 OCTOBRE)

Voici une semaine consacrée entièrement au boulot. Si vous êtes à la recherche d'un emploi, vous dénicheriez un poste exigeant, mais qui aura le mérite de vous offrir de meilleures perspectives d'avenir.



SCORPION

(24 OCTOBRE - 22 NOVEMBRE)

Votre emploi ne vous satisfaisant plus, vous entreprendrez des changements et vous décrocherez un travail conforme à vos ambitions. Vous pourriez atteindre la chaise du patron ou démarrer votre propre affaire.



SAGITTAIRE

(23 NOVEMBRE - 21 DÉCEMBRE)

Il y a bien des détails à régler au sujet de la maison ou de la famille. Une fois les complications résolues, vous serez en mesure de retrouver de meilleurs rapports avec vos proches ainsi qu'avec votre douce moitié.



CAPRICORNE

(22 DÉCEMBRE - 20 JANVIER)

L'achat d'un nouveau gadget provoquera son lot de questionnements au sujet du fonctionnement de celui-ci. Vous aurez à faire quelques déplacements pour obtenir toutes les réponses et l'entière satisfaction.



VERSEAU

(21 JANVIER - 18 FÉVRIER)

Avec entrain et dynamisme, vous saurez vous gêner! Vous pourriez obtenir une somme d'argent considérable et vous offrir quelques folies, notamment un voyage ou une sortie qui en impressionnera plus d'un.



POISSONS

(19 FÉVRIER - 20 MARS)

Le repos est nécessaire avant d'entreprendre un nouveau défi. N'hésitez pas à sortir de chez vous afin de briser la routine. En vous affirmant ouvertement et promptement, vous retrouverez la paix intérieure.

CLAVARDAGE PROVINCIAL

L'HIVER TOWNIE VS. L'HIVER LABRADORIEN

«Whadda y'at?», quoi de neuf mes amis terre-neuviens et labradoriens? Le Petit Gaboteur, basé à St. John's, discute régulièrement avec ses amis d'expression française qui résident ailleurs que dans la capitale. Voici une de leurs conversations!



Petit Gaboteur (PG): Salut Grace! C'est Liz du Petit Gaboteur. Comment vas-tu?



Grace Goudie (GG): Salut! Je vais bien et toi?



PG: Moi je vais bien aussi. Vous avez eu de la neige ce week-end à Happy Valley-Goose Bay?



GG: Oui on en a eu beaucoup. C'est parfait pour faire de la motoneige. Et toi?



PG: Haha oui j'imagine! On en a eu beaucoup aussi, mais pas autant que vous au Labrador. Plusieurs événements ont été remis à cause de la météo. Là, il y a de la glace partout. Comment toi et tes amis vous socialisez pendant l'hiver?



GG: Ici on fait beaucoup de motoneige en groupe et ensuite on cherche un café chez Tim's pour se réchauffer!



PG: J'adore! C'est tellement amusant. Normalement on fait des balades mais là c'est un peu impossible avec les trottoirs gelés.



GG: Bien sûr! On fait des balades ici aussi, mais c'est surtout en raquettes ou même en skis.



PG: J'adore. J'ai passé du temps à Labrador City en novembre et j'ai vu rapidement les pistes de ski. Magnifique!



GG: Oui on a aussi un club de ski de fond à Goose Bay, c'est assez populaire!



PG: C'est tellement cool! Ici à St. John's si on veut faire du ski de fond il faut aller à White Hills à Clarendville ou jusqu'à Corner Brook pour Marble Mountain. Le déneigement se fait avec les souffleuses ou à la pelle? Les deux? À St. John's la Ville utilise des grandes souffleuses industrielles, beaucoup de familles en ont aussi.



GG: Oui on a une souffleuse chez nous, mais il faut utiliser une pelle pour le patio. Comme on reçoit tant de neige, c'est un bon investissement.



PG: Ouais je suis d'accord. Nous en avons aussi, mais notre neige est plus mouillée donc parfois c'est mieux de pelleter. Avez-vous eu une panne d'électricité dans la tempête?



GG: Heureusement que non! Mais on a eu une panne d'électricité pendant les vacances de Noël.



PG: C'est une bonne chose! Nous non plus, mais quelques villes adjacentes ont perdu le courant. Heureusement nous avons une génératrice au cas où.



GG: Vous êtes bien préparés!



PG: Haha oui. Les cheminées sont-elles courantes chez vous? Les woodstoves?



GG: Pas chez nous, mais mes grands-parents ont une cheminée chez eux.



PG: Ah super, c'est pratique. Elle crée une bonne ambiance aussi. Je te remercie pour la belle discussion. Prends soin de toi cet hiver!



GG: Toi aussi!



La ministre des Langues officielles a maintenu la défense de son projet de loi C-13.
Photo: Courtoisie

SUITE DE LA PAGE 3

Traitement «terrible» de la ministre Ginette Petitpas Taylor

À la période des questions de mardi, le leader du Bloc québécois, Alain Thérien, a dénoncé l'action du premier ministre qui «divise»: «On le voit au Comité des langues officielles, où il envoie ses députés de West Island au bat contre la protection du français! Il veut diviser les Québécois entre eux en assurant la désinformation sur la Charte de la langue française.»

Pablo Rodriguez, lieutenant du Québec au gouvernement, a de son côté affirmé que «le Bloc est né pour diviser. On parle

d'un projet de loi qui permet aux gens de travailler en français, qui garantit des services en français et ils votent contre!» Contrairement aux libéraux, c'est pourtant le Bloc et l'opposition qui ont fait voter les deux amendements sur la Charte de la langue française dans C-13 et la garantie d'un foyer francophone majoritaire au Québec.

En Chambre, la ministre Petitpas Taylor quant à elle a subi une huée mêlée de rires provenant de l'opposition, avant de défendre son projet de loi et réclamer une adoption du projet de loi «dans les plus brefs délais».

<https://youtu.be/O-YjtMCE7IQ>
Source: ParTVu

Silence radio également du côté des ministres francophones minoritaires. La Franco-Ontarienne Mona Fortier, présidente du Conseil du Trésor, qui se présente comme grande défenseuse des droits des francophones, n'a pourtant pas appuyé sa collègue. Interrogée en mêlée de presse au sujet de la division libérale au Comité, elle a rectifié: «C'est une conversation. Mais on est tous d'accord qu'il y a un déclin du français à travers le pays.»

Pour Linda Cardinal, c'est la «cacophonie»: «La ministre Fortier veut certainement sauver la chèvre et le chou, car il y a davantage d'anglophones dans sa circonscription.»

Par ailleurs, ce n'est pas la première fois que la ministre Petitpas Taylor se fait désavouer par ses collègues. En mars 2022, le ministre de la Justice David Lametti avait interjeté appel pour convoquer les francophones de la Colombie-Britannique devant la Cour suprême, dans le dossier sensible des services d'aide à l'emploi pour les francophones. «C'est très choquant», affirme Linda Cardinal.

«Le traitement de la ministre Petitpas Taylor est terrible, affirme la professeure. Il faut que le premier ministre Trudeau sorte et réaffirme sa confiance en elle et son projet de loi.» Un rappel à l'ordre serait le bienvenu, notamment pour les «gens qui laissent constamment des peaux de banane. C-13 est en train de glisser des mains des libéraux», insiste Linda Cardinal.

Au moment d'écrire ces lignes, les députés René Arseneault, Arielle Kayabaga et Marc Serré n'ont pas répondu aux sollicitations d'entrevues de Francopresse.

Un plan d'action avant l'adoption du projet de loi

Il reste plus d'une centaine d'amendements à traiter en cinq sessions de comité: «On verra si c'est assez. Mais c'est le français qui est la langue menacée, pas l'anglais», a tenu à rappeler Ginette Petitpas Taylor.

Invitée à témoigner lundi soir au Comité sénatorial des langues officielles, la ministre a assuré que si le projet de loi C-13 n'était pas adopté, le dépôt du Plan d'action le précéderait. «Les agences à but non lucratif nous demandent de le déposer plus tôt que tard», a-t-elle précisé.



Selon la professeure agrégée de sciences politiques Linda Cardinal, l'affaire autour de C-13 en comité est un «test» pour le premier ministre, lui qui a «toujours été présenté comme quelqu'un de peu sensibilisé» aux langues officielles.
Photo: Courtoisie

SUITE DE LA PAGE 4

Les étudiants étrangers, quant à eux, sont difficilement mobilisables. Payant des frais élevés, ils sont naturellement moins enclins à risquer leur session pour l'accès à l'éducation universitaire des générations futures dans un pays qui n'est pas le leur. L'intérêt personnel est miné et l'intérêt collectif est moins senti. Il ne reste donc, pour ce groupe d'étudiants, que l'intérêt idéologique, celui de la cause elle-même.

L'augmentation des frais aura par ailleurs aussi un tel effet démobilisant sur les nouvelles cohortes d'étudiants. Payant des frais excessifs, ils n'auront tout simplement pas le temps de s'impliquer autant dans le mouvement étudiant et ils seront aussi naturellement moins enclins à risquer leurs propres sessions pour des causes collectives concernant les générations futures, comme la hausse des frais. Autrement dit, le mouvement étudiant militant s'affaîssera et la population étudiante sera moins mobilisable.

Des pistes de solution

Ceci dit, permettez-moi de présenter quelques pistes de solution pour faire face à ces dilemmes. Les opinions qui suivent sont celles de l'auteur. On les a

cependant partagées avec John Harris du MUNSU qui trouvait qu'elles méritaient d'être explorées.

1) Il est impératif pour le mouvement étudiant de tenir compte du fait que l'administration universitaire et le gouvernement ont utilisé une stratégie innovatrice pour diviser le mouvement étudiant face à la hausse: ils n'ont appliqué la hausse qu'aux nouvelles cohortes inscrites après 2021-22. Cela implique nécessairement une contre-stratégie aussi innovatrice de la part des étudiants pour y faire face.

Il faut aussi comprendre que seule une action collective substantielle, une grève, pourra faire bouger le gouvernement. La grève des professeurs illustre par ailleurs ce fait. Il faut donc une grève des étudiants.

Il y a cependant deux catégories d'étudiants qui devraient avoir un statut spécial relatif à cette grève.

Considérant la situation particulière des étudiants étrangers, surtout avec les frais gonflés de la hausse, ils paient maintenant quelques 20 000\$ par année, il est légitime qu'ils soient exemptés d'être en grève. Ils ont personnellement trop à risquer financièrement.

Les étudiants des cohortes déjà inscrites en 2021-22, auxquels la hausse ne s'ap-

plique pas, et qui n'ont donc aucun intérêt individuel à s'y opposer, devraient quant à eux pouvoir y participer ou non de manière volontaire.

Ces deux mesures exceptionnelles, en réponse à la tentative de l'administration et du gouvernement de diviser les étudiants, augmenteraient substantiellement les chances de faire passer un vote de grève.

Il s'agirait donc, somme toute, de faire une «grève partielle», une grève des étudiants de Terre-Neuve-et-Labrador (le nom pourrait être la Newfoundland and Labrador Students on Strike par exemple), avec pour fer-de-lance les étudiants des cohortes directement affectées par la hausse. Une telle grève pourrait se faire à l'automne, ou mieux encore à l'hiver, 2023-24.

Ceci dit, les leaders étudiants doivent aussi être conscients du fait qu'il faudra faire des efforts particuliers entre-temps pour mobiliser le corps étudiant.

2) Une autre idée pourrait également être explorée à court terme. Selon mon enquête, pendant que les professeurs étaient en grève, il est possible qu'ils aient pu légalement ajouter à leurs revendications syndicales la demande que le gouvernement et l'administration abolissent la hausse des frais de scolarité. Je me suis par ailleurs aventuré à poser cette ques-

tion-ci à quelques étudiants sur le campus: «Quelle serait votre réaction si on vous disait: Les professeurs sont en grève et ils refuseront de retourner au travail jusqu'à ce que le gouvernement revienne sur sa décision de hausser les frais de scolarité?» La réponse de la première étudiante interrogée en dit long. En un seul mot: «Soulagement».

3) Enfin, les étudiants étant les «citoyens de la population universitaire» – ils n'ont pas d'intérêt corporatiste comme les professeurs et les autres employés – il est aussi crucial d'augmenter substantiellement la représentation étudiante sur les instances administratives et académiques de l'université. Cette revendication doit avoir sa place parmi les revendications des étudiants. Les professeurs demandaient déjà sur les piquets de grève d'être représentés dans les instances administratives, alors le contexte aurait pu être opportun pour pousser une telle revendication du côté des étudiants également, voire d'en faire une revendication partagée. Il y aurait aussi lieu de diminuer sur ces instances la représentation des personnes nommées par le gouvernement et d'augmenter celle des citoyens et de la société civile. En fait, les étudiants devraient suggérer de remplacer l'idée de «gouvernance collégiale» par celle de «gouvernance démocratique». Il est temps que les institutions universitaires se mettent à jour du 21^e siècle.

Le rassemblement a regroupé une population universitaire diversifiée, composée du corps professoral du syndicat MUNFA, d'autres membres du corps professoral qui ne font pas partie du syndicat, ainsi que d'étudiants actuels et d'anciens étudiants. Photo: Cody Broderick



Des bonhommes de neige ont également participé à la grève, avec un bonhomme construit à l'entrée et un autre à la sortie de la voie d'accès au bâtiment. Ce bonhomme de neige rappelle aux passants sur Elizabeth Avenue que la grève n'est «pas seulement une question d'argent». Photo: Cody Broderick



Une centaine de personnes se sont rassemblées à l'Université Memorial le 10 février pour réclamer un accord équitable pour les membres du syndicat MUNFA. Photo: Cody Broderick



Outre une plus grande sécurité d'emploi, les locuteurs du rassemblement ont abordé différents sujets tels que la décolonisation de l'université. Photo: Cody Broderick

